

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP) – 2025AO50001 - RELATIF
A LA MAINTENANCE DU RESEAU ET DE SES EQUIPEMENTS DE FLUIDES MEDICAUX DU
GHT BOURGOGNE MERIDIONALE**

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du marché.....	3
Article 2 - Décomposition en lot(s).....	3
Article 3 - Phase(s).....	3
Article 4 - Tranche(s).....	3
Article 5 - Lieux d'exécution des prestations	3
Article 6 - Nature des prestations	3
Article 7 - Références législatives, réglementaires et normatives	3
Article 8 - Agréments et certification.....	3
Article 9 - Objectif général.....	4
Article 10 - Description des installations.....	4
10.1 - Evolution des installations	4
10.2 - Etat des installations.....	4
Article 11 - Maintenance en site occupé.....	5
Article 12 - Accès au site par le titulaire du marché.....	5
Article 13 - Maintenance préventive	5
13.1 - Périodicité de la prestation et planning d'intervention	5
13.2 - Maintenance préventive systématique.....	6
13.3 - Maintenance préventive systématique des prises, / Détendeurs/vannes/VIGI	6
13.4 - Maintenance des réseaux primaires et secondaires.....	6
13.5 - Vérification de l'intégralité des réseaux avec le ré étiquetage des prises et réseaux si nécessaire	6
13.6 - Maintenance des centrales bouteilles.....	6
13.7 - Système VIGI d'alarme et bouteille de secours	6
13.8 - Armoires de secours.....	7
13.9 - Manodétendeur de secours.....	7
13.10 - Dispositions particulières.....	7
Article 14 - Maintenance corrective	7
14.1 - Déclenchement d'une intervention de dépannage.....	7
14.2 - Information consécutive à la visite de dépannage	7
14.3 - Astreinte	7
14.4 - Délai d'intervention	8
14.5 - Durée des interventions	8
14.6 - Indisponibilité	8
14.7 - Approvisionnement, gestion et maintien des stocks des pièces détachées.....	8
14.7.1 - Provenance et qualité des matières consommables et pièces de rechange	8
14.7.2 - Stock de pièces de rechange	8
14.7.3 - Récupération	8
Article 15 - Rapport d'intervention	8
Article 16 - Formation du personnel de l'établissement.....	9
Article 17 - Responsabilités et assurances.....	9
Article 18 - Protection des locaux	9
Article 19 - Propreté des locaux	9

Article 1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la maintenance du réseau et de ses équipements des fluides médicaux des établissements du GHT Bourgogne Méridionale.

Article 2 - Décomposition en lot(s)

Le marché est composé de 4 lots :

Lot 1 - Maintenance du réseau des fluides médicaux du Centre hospitalier de Mâcon
Lot 2 - Maintenance du réseau des fluides médicaux du Centre hospitalier de Tournus
Lot 3 - Maintenance du réseau des fluides médicaux du Centre hospitalier du Clunisois
Lot 4 - Maintenance du réseau des fluides médicaux du Centre hospitalier du Pays Charolais-Brionnais

Article 3 - Phase(s)

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

Article 4 - Tranche(s)

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Article 5 - Lieux d'exécution des prestations

Les lieux d'exécution sont mentionnés dans l'annexe 1 du cahier des clauses techniques particulières.

Article 6 - Nature des prestations

Le présent marché a pour objet la maintenance préventive et corrective du réseau et de ses équipements des fluides médicaux des établissements du Groupement Hospitalier de territoire (GHT) Bourgogne méridionale.

Le marché comprend les prestations suivantes :

- La maintenance préventives et correctives des installations de distribution de fluides médicaux, des centrales de production de vide et d'air médical
- Des petits travaux sur les installations de distribution de fluides médicaux

Article 7 - Références législatives, réglementaires et normatives

La réglementation régissant les marchés est la suivante :

- FDS 90-155 – fascicule AFNOR édictant les règles liées à la mise en œuvre du SDGM
- NF en ISO 7396-1 Système de Distribution de Gaz Médicaux (SDGM)
- Arrêté du 29 juillet 2003 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- NF S 90-116:1988, Matériel médico-chirurgical — Prises murales et fiches correspondantes pour fluides médicaux.
- Monographies de la Pharmacopée européenne relatives aux gaz médicaux dont l'« air médicinal - (1998 et corrigée de 2000) ».
- Arrêté du 22 octobre 1982 (JO du 3 novembre 1982) relatif aux dispositifs de sécurité pour les appareils - de distribution de gaz médicaux.
- Arrêté du 23 décembre 1988 (JO du 30 décembre 1988) portant mise en application obligatoire de normes. - Circulaire DGS/3A/667bis du 10 octobre 1985 (BO du ministère de la Santé 85-51 du 2 janvier 1986) relative à la distribution des gaz à usage médical et à la création d'une commission locale de surveillance de cette distribution.
- Circulaire n° 146 du 21 mars 1966 relative à la sécurité d'emploi des gaz médicaux.

Cette énumération de la réglementation n'est qu'informatrice et non limitative, le titulaire doit se référer aux textes en vigueur afférents à sa spécialité. Les installations et les matériels, faisant l'objet du présent marché, devront être conformes aux lois, règlements et normes en vigueur au moment de la réalisation.

Article 8 - Agréments et certification

Le titulaire s'engage à disposer :

- D'une main d'œuvre qualifiée pour pouvoir assurer un entretien des matériels définis par le présent marché public et sur la durée du marché
- De tous les moyens nécessaires (personnel, matériel, transport etc...) pour assurer, notamment les engagements du présent marché public à tout moment de l'année et en toute circonstance

Toute modification à l'organigramme des personnels intervenants en cours de contrat devra être portée à la connaissance de l'établissement du GHT concerné.

Article 9 - Objectif général

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat quant aux interventions d'entretien réalisées par au titre du présent marché, ainsi qu'au maintien des équipements/installations en parfait état d'entretien et de fonctionnement.

En réponse à ces obligations contractuelles, le titulaire doit fournir une proposition technique adaptée et ensuite mettre en place une organisation professionnelle et solide.

Le titulaire est tenu notamment d'obtenir les résultats suivants :

- Garantir en permanence la disponibilité, le fonctionnement et la performance des installations
- Garantir la meilleure durabilité des équipements, seul le vieillissement normal des pièces d'usure peut être admis

Objectifs de résultats et de qualité :

- Garantir la continuité de service.
- Garantir la satisfaction des utilisateurs par la qualité de service.
- Garantir le maintien, la durabilité et les performances de fonctionnement des installations et des équipements à un niveau optimal proche des performances initiales.

Article 10 - Description des installations

Les installations sont décrites dans annexe 1 à l'acte d'engagement.

10.1 - Evolution des installations

Le GHT se réserve le droit de procéder à des modifications du nombre d'équipements.

Toute modification du nombre d'équipements sera prise en compte par le titulaire sur simple notification de chaque site du GHT qui se réserve également le droit de demander des entretiens supplémentaires suite à des travaux dans les mêmes conditions.

Nota : Pour le Centre Hospitalier de Mâcon, des travaux seront effectués sur l'unité 12, durant toute l'année 2025, la réouverture devrait avoir lieu dans le 1^{er} semestre 2026.

Une unité de soins intensifs polyvalents USIP ouvrira ses portes en septembre 2025

Une unité d'observation et un plateau de ré-éducation et kinésithérapie ont été créés et ont ouverts leurs portes en novembre 2024.

Ces nouvelles installations devront être intégrées au nouveau marché par voie d'avenant.

Dans le cas où un bâtiment ou une installation serait fermée pendant toute la durée du marché, l'hôpital s'engage à en informer le fournisseur. Le montant global du lot sera réduit du montant pour la prestation non effectuée, au prorata des équipements supprimés.

10.2 - Etat des installations

A la prise en compte de l'installation le prestataire de maintenance doit réaliser un audit propre à inventorier qualitativement et quantitativement le système (état initial). Il a pour vocation de détecter des éventuelles anomalies qui seront présentées au chef d'établissement.

Cet état initial est à établir contradictoirement avec les anciens prestataires au plus tard avant le début effectif de la prestation de maintenance indiquée à l'article 6 du présent cahier des clauses administratives particulières.

L'état initial sert de base à la consolidation des données d'inventaire telles que fournies par le maître d'ouvrage. Il peut être modifié en cours de marché, en fonction de modifications de patrimoine (restructuration de service, extension, mise en conformité ...).

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la consistance des installations dont il doit assurer la maintenance.

Si le technicien spécialiste de la société constatait qu'un équipement s'avérait irréparable, il le signalerait au référent du service en charge des fluides médicaux qui décideront des modalités de remplacement.

Les interventions qui nécessiteraient un arrêt dans la distribution de fluides médicaux ou de vide feront l'objet d'un accord préalable du maître d'ouvrage qui prendra toutes les dispositions pour éviter les conséquences de cette interruption.

Trois mois avant le terme de rigueur du marché, il est procédé à un état des lieux final de sortie du titulaire, qui sera confronté avec l'état des lieux initial d'entrée du titulaire du marché de maintenance pour la période de marché suivante. Tout constat mettant en évidence un défaut d'entretien implique une reprise en état au frais du titulaire sous 1 mois maximum à compter du constat. A défaut, la remise à niveau est exécutée aux frais et risques du titulaire.

A l'issue du contrat, le titulaire doit remettre au chef d'établissement :

L'état des lieux concernant les installations,

L'ensemble des documents détenus, confiés et créés au titre du contrat.

Le(s) titulaire(s) sera (seront) réputé(s) connaître parfaitement les installations prises en charge et renoncera (ont) par avance à faire état des difficultés provenant de la qualité du matériel ou de sa méconnaissance.

Article 11 - Maintenance en site occupé

La maintenance aura lieu en site occupé.

L'organisation de l'entreprise devra intégrer l'activité de prise en charge des patients/résidents et ne jamais bloquer complètement la circulation. Une étude de risque sera effectuée afin de déterminer le déroulé des travaux et la cohabitation avec les services de soins.

Les entreprises devront tenir compte de ce facteur dans leur intervention et dans leur organisation :

- Respect des règles d'hygiène en vigueur selon les services de soin (tenue obligatoire, EPI).
- Protection des ouvrages adjacents, nettoyage journalier, tenue du personnel, respect des horaires, respect des dates et délais d'intervention, utilisation d'un aspirateur équipé d'un filtre HEPA pour tout travaux poussiéreux et soulèvements des plaques de plafond, etc...
- Les zones en travaux doivent être constamment surveillées pendant l'exécution des travaux afin d'assurer la sécurité des patients et des usagers (déambulations, vols et comportements à risque).

L'opérateur économique reconnaît avoir parfaitement apprécié les servitudes propres aux accès des lieux de maintenance, aux servitudes d'implantation, d'approvisionnement et d'évacuation des matériaux.

Aucune modification de son forfait ne pourra lui être accordée pour une mauvaise appréciation de sa part. L'opérateur économique ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations du délai.

Par ailleurs, l'opérateur économique devra prévoir tous les moyens et prendre toutes les dispositions nécessaires à la protection et au respect de l'intégralité des ouvrages existants et des espaces extérieurs. Tous les dommages qui leurs seraient causés lui seront intégralement imputables.

Une attention particulière sera nécessaire pour protéger les locaux occupés et respecter l'environnement autour de l'emprise de la zone de maintenance.

En cas de manquement grave à la discipline intérieur de l'établissement, ou en raison de problèmes importants constatés lors des interventions, l'établissement peut demander l'exclusion de son établissement du ou des agents du prestataire concerné.

Article 12 - Accès au site par le titulaire du marché

Avant toute intervention, le titulaire devra contacter les référents service des sites indiqués dans l'annexe 2 du cahier des clauses administratives particulières.

Article 13 - Maintenance préventive

La maintenance préventive décrite ci-dessous fait l'objet d'un forfait.

Par conséquent les kits ou les pièces détachées nécessaires à cette maintenance ainsi que tous les frais afférents (frais de déplacement, de main d'œuvre...) à cette prestation sont compris dans le présent contrat.

De façon générale, l'ensemble des consommables, pièces d'usure, et autres articles remplacés au titre de ces actions de maintenance préventive, seront inclus au contrat et ne pourront faire l'objet d'une facturation spécifique en sus du montant du contrat.

Sont exclues du forfait, les interventions consécutives à une utilisation anormale du matériel par les établissements.

13.1 - Périodicité de la prestation et planning d'intervention

Pour la bonne réalisation de sa mission, le titulaire est tenu de respecter des modalités d'interventions et des délais. En outre, il doit assurer une bonne information de l'établissement sur son travail et sur l'évolution un niveau d'entretien et de maintenance des installations.

Le(s) titulaire(s) de la prestation effectuera (ont) le(s) visite(s)/an/site/installation, planifiée dans l'année. Les dates et heure des visites seront fixées avec les services techniques en respectant un préavis de 30 jours et adressées par email aux adresses des référents service et facturation indiquées dans l'annexe 2 du cahier des charges administratives particulières.

Disposition spéciale :

Site de Mâcon : la maintenance devra être programmée sur le mois de mai 2025

Les prestations de maintenance préventive n'entraînant pas de perturbations seront effectuées de 08h00 à 17h00 pendant les jours ouvrés.

Si l'une des deux parties désire déplacer une visite, elle en informera l'autre au moins quarante-huit heures avant la date prévue.

Le(s) titulaire(s) de la prestation établira (ont) un planning d'intervention pour l'exercice considéré et le transmettra (ont) aux différents référents des sites du GHT.

Les opérations de maintenance préventive qui risquent d'entraîner des perturbations seront exécutées en dehors des heures visées ci-avant et dans tous les cas après accord entre le titulaire et le Responsable des services techniques.

En aucun cas, les interventions de maintenance préventive ne doivent occasionner un arrêt total non prévu de fonctionnement des installations.

13.2 - Maintenance préventive systématique

Les visites de maintenance systématique suivant recommandation du fournisseur ont pour but de réduire les risques de panne et de maintenir dans les temps les performances des matériels.

Cette maintenance est effectuée selon un échéancier établi pour une périodicité calendaire et un nombre d'unités de passage. Les interventions de maintenance préventive comprennent, notamment des vérifications mécaniques (nettoyage, dépoussiérage, etc...) ainsi que la mise en place des kits de maintenance.

Ces interventions donnent lieu ou non au démontage des installations.

Au cours de chacune des visites (suivant périodicités définies), le fournisseur devra porter le détail des opérations d'intervention sur son **rapport d'intervention**. Le technicien devra faire valider son intervention par le visa d'un référent technique en charge des fluides médicaux du Centre Hospitalier.

13.3 - Maintenance préventive systématique des prises, / Détendeurs/vannes/VIGI

La visite préventive consistera :

- Au remplacement du kit de pièces périodiquement.
- A la vérification du système de détrompage externe (crantage) de l'étanchéité amont – aval et intérieur/ extérieur.
- Au contrôle de la pression et du débit à chaque prise.
- A la vérification de l'étanchéité des vannes et régulateurs.
- Au remplacement systématique des piles de secours des différents VIG et reports.

Les pièces d'usure (guide embout, filtre, clapet) feront l'objet d'un changement systématique annuel pour les services à risque et tous les 2 ans pour les services d'hébergement.

L'identification de cette date de maintenance sera réalisée sur chaque prise. Si une périodicité devait être différente sur certaines marques de matériels, le prestataire devrait se conformer aux prescriptions du constructeur de ces matériels.

13.4 - Maintenance des réseaux primaires et secondaires

Vérification des réseaux primaires et secondaires par l'identification, le parcours, l'examen de conformité à la réglementation en vigueur.

Les prestations devront à minima prévoir la vérification annuelle de l'étanchéité des vannes, des unités de détente, la reprise du réglage de pression si nécessaire. La remise en place d'un plomb de sécurité sur le coffret de protection. Lorsque les unités de détente sont équipées d'un boîtier de surveillance et d'alarme, les prestations devront inclure la vérification du bon fonctionnement de ces boîtiers de surveillance des pressions et du fonctionnement des alarmes, avec leur seuil de déclenchement, et le bon fonctionnement vers un éventuel système de GTC.

13.5 - Vérification de l'intégralité des réseaux avec le ré étiquetage des prises et réseaux si nécessaire

S'agissant de la maintenance du groupe de vide, cette maintenance aura lieu à minima tous les 6 mois.

Elle consistera au graissage, vidange, lubrification des parties tournantes, remplacement du kit de maintenance dont notamment les filtres et l'huile.

Vérification des systèmes de gestion des pompes à vides et changement des pièces d'usure selon la préconisation du constructeur de ce groupe de vide. Les consommables nécessaires au fonctionnement des installations seront remplacés à cette occasion.

13.6 - Maintenance des centrales bouteilles

Vérification de l'étanchéité des rampes et des grenouillères, du bon fonctionnement des clapets anti retour. Mise en place du kit de pièces périodiquement.

Vérification du bon fonctionnement des alarmes de basculement de la source en service à la source de réserve. Remplacement des joints de contacteurs HP au minimum.

Vérification de l'ensemble banne- soupape – prise et remplacement du kit de pièces.

Les installations feront l'objet d'une maintenance annuelle identique à celle décrite pour les unités de détente, avec le contrôle des dispositifs de surveillance d'alarme et de report éventuel vers une GTC de ces alarmes.

13.7 - Système VIGI d'alarme et bouteille de secours

Les systèmes d'alarme type VIGI ainsi que les bouteilles de secours des services surveillés feront l'objet de visites de contrôles périodiques afin de vérifier leur réglage et tester leur efficacité.

Les détendeurs et tuyaux en place seront vérifiés à périodicité définie (minimum annuelle), les kits de maintenance remplacés systématiquement.

Les essais en pression seront réalisés en accord avec les services utilisateurs.

Les piles seront remplacées systématiquement sur les VIGI équipés.

13.8 - Armoires de secours

Les armoires de secours des services feront l'objet de visites de contrôles périodiques afin de vérifier leur réglage et tester leur efficacité.

La maintenance se fera suivant la gamme du constructeur.

13.9 - Manodétendeur de secours

En ce qui concerne les manodétendeurs, l'entreprise devra se référer à la gamme de maintenance du constructeur. Il devra en outre effectuer les réparations en cas de nécessité.

Plan synoptique des fluides médicaux de l'établissement

Le plan synoptique du réseau primaire et secondaire sera fourni et mis à jour en continu aux services en charge du suivi des prestations.

Ce plan sera réalisé par site pour chaque établissement.

Il indiquera précisément la répartition des prises/ détendeurs/ vanne/VIGI/ centrales et bouteilles de secours par salle, service et par bâtiment sous forme très lisible dans l'espace.

Une version sous forme numérique (AUTOCAD, DWG et PDF) est exigée et devra être remise à chaque mise à jour et à la fin des prestations.

Les schémas synoptiques doivent être transmis au plus tard 15 jours après leur mise à jour.

Après chaque intervention, le titulaire fournit un certificat attestant que toutes les opérations de maintenance ont été réalisées. Ce certificat est complété par es fiches de contrôle avec annotations si nécessaire. Les numéros de plomb installés sur les coffrets de vanne ou de régulateur, seront répertoriés sur ce certificat.

Ces documents sont fournis sous forme de papier et par messagerie électronique.

De façon générale, l'ensemble des consommables, pièces d'usure, et autres articles remplacés au titre de ces actions de maintenance préventive, seront inclus au contrat et ne pourront faire l'objet d'une facturation spécifique en sus du montant du contrat.

L'ensemble des consommables ainsi remplacés sera évacués par le prestataire, y compris ceux qui relèvent de la catégorie des DASRI.

13.10 - Dispositions particulières

Le titulaire sera dégagé des obligations de maintenance comme définies aux présentes, dans les cas suivants :

- Cas de force majeure notamment : inondation, incendie, tremblement de terre, grèves, émeutes, guerres, vandalismes ou autres,
- Réparation, travaux de maintenance, modifications effectuées par du personnel ne dépendant pas du titulaire, ou sans la direction ou l'approbation du titulaire,
- Vandalisme caractérisé,
- Intervention d'un tiers sur l'installation

Article 14 - Maintenance corrective

14.1 - Déclenchement d'une intervention de dépannage

Le titulaire intervient sur signalement simple du représentant de chaque établissement faisant état d'un non fonctionnement ou d'un mauvais fonctionnement de l'une des installations dont il a la charge.

Pour permettre une prise de contact rapide, le titulaire est tenu de communiquer à chaque représentant les coordonnées téléphoniques actualisées du centre d'appel ainsi que les numéros des techniciens d'astreinte intervenant sur chacun des secteurs.

La traçabilité de ces appels est réalisée à partir d'un retour de mail indiquant l'heure d'appel, le nom de l'appelant et l'heure prévue d'intervention (confirmation de prise en charge).

Le titulaire fait connaître à l'appelant les dispositions de sécurité éventuelles à prendre en attendant son intervention.

14.2 - Information consécutive à la visite de dépannage

Informations à destination du représentant du/référént de chaque établissement :

Le bon d'intervention : pièce justificative de la facturation

A l'issue de chaque visite, le titulaire établit un bon d'intervention en dépannage signé par le représentant de site.

14.3 - Astreinte

Pour toutes les pannes qui seront constatées par le maître d'ouvrage, le prestataire devra, dans son contrat forfaitaire (interventions et dépannages), disposer en permanence, soit 24h/24 et 7j/7, d'un service :

- De réception des demandes d'intervention, accessible à tout moment, capable d'enregistrer et de qualifier les appels/messages reçus ainsi que de programmer les interventions dans les délais impartis.
- D'intervention pour sécuriser l'installation, le bâtiment qu'elle protège et les occupants qui y résident.

Un intervenant humain traite dans tous les cas les demandes.

En cas d'arrêt prolongé d'une centrale (vide, proto) le titulaire s'engage à mettre à la disposition de l'établissement les matériels nécessaires, afin d'assurer la continuité d'approvisionnement et ce 24 heures / 24 et 7 jours / 7.

14.4 - Délai d'intervention

L'intervention corrective doit se faire au plus tard dans les **6 heures** suivant l'appel 24h/24h et 7j/7j.

14.5 - Durée des interventions

La durée des interventions de maintenance doit être aussi réduite que possible. Elles sont effectuées de manière à ne causer que le minimum de gêne dans le fonctionnement du site concerné.

Si l'intervention a eu lieu dans les délais mais que le titulaire ne peut assurer la remise en service pour cause d'avarie grave, telle que rupture d'une pièce mécanique, le pouvoir adjudicateur devra être immédiatement informé de la nature de la panne.

Le titulaire devra maintenir, en permanence, à disposition un certain nombre de pièces de rechange mécaniques ou électroniques, notamment les pièces vitales susceptibles de fragilité ou de défaillance fréquentes.

Le titulaire devra, par ailleurs, justifier des délais nécessaires à la remise en service de l'installation défectueuse.

D'autre part, tous les usagers devront être informés, par affichage, de l'indisponibilité momentanée du matériel.

Si le matériel ne peut être remis en service dans le délai imparti défini à l'article 14.5 du présent cahier des clauses techniques particulières, le titulaire met à disposition, gratuitement, pour la période d'indisponibilité, des matériels de remplacement équivalents.

14.6 - Indisponibilité

Le seuil maximum d'indisponibilité est fixé à 8 heures.

Le fonctionnement d'un matériel en mode dégradé (l'usage d'un matériel est rendu possible malgré le dysfonctionnement d'un organe ou dispositif sans que la sécurité des biens et des personnes ne soit en jeu) ne devra pas excéder 5 jours.

Si la durée maximum d'indisponibilité ou la durée de fonctionnement en mode dégradé d'un matériel dépasse le seuil défini ci-dessus, le titulaire, sauf cas de force majeure, est soumis à des pénalités prévues au cahier des clauses administratives particulières.

Toutefois, si le titulaire prévoit que les délais indiqués ci-dessus ne pourront être respectés pour une raison indépendante de sa volonté, il devra donner au pouvoir adjudicateur tout document ou élément prouvant sa bonne foi.

Si la durée d'indisponibilité dépasse le seuil contractuel le titulaire devra en informer par écrit (mail, courrier) le pouvoir adjudicateur en précisant :

- Les motifs d'indisponibilité
- Le délai de réparation définitive
- Les moyens mis en place pour qu'une telle situation ne se reproduise pas

14.7 - Approvisionnement, gestion et maintien des stocks des pièces détachées

Les composants soumis au marquage « CE » sont remplacés uniquement par des composants marqués CE identiques. Le titulaire s'engage à fournir les pièces de rechange pendant toute la durée de la prestation.

14.7.1 - Provenance et qualité des matières consommables et pièces de rechange

Les caractéristiques techniques des pièces de rechange et des consommables indispensables à un fonctionnement correct sont celles préconisées par le constructeur.

14.7.2 - Stock de pièces de rechange

Le titulaire se doit de maintenir en stock les pièces détachées indispensables à un fonctionnement correct de l'élément du parc afin d'assurer la continuité du service.

Le titulaire constituera, dans un délai d'un mois suivant sa notification, un stock permanent de pièces jugées par lui nécessaires, et qu'il précisera dans son offre.

Le stockage de ces pièces se fera sous sa responsabilité, chaque sortie de ces pièces nécessitera un renouvellement.

Le coût du stock initial sera pris en charge par le titulaire.

14.7.3 - Récupération

Le titulaire peut proposer au pouvoir adjudicateur ou ce dernier demander au titulaire, la réparation des pièces défectueuses en lieu et place de leur remplacement par une pièce neuve (développement durable).

Sur demande du pouvoir adjudicateur, les pièces non réutilisables et résidus lui sont remis.

Article 15 - Rapport d'intervention

A l'issue de chaque intervention, le titulaire établit un rapport d'intervention dans lequel devront figurer les mentions ci-dessous :

- Le nom et l'adresse du bâtiment concerné
- Les dates et heures de début et de fin d'intervention
- Les noms lisibles et signatures des techniciens qui sont intervenus sur l'ouvrage ou l'équipement.

- Le type d'intervention réalisé (dépannage, entretien)
- Le détail des travaux exécutés dans le cadre du contrat
- Les défauts constatés sur les ouvrages, les équipements et la nature des travaux effectués
- Les matériels, consommables, ou pièces détachées utilisés et remplacés (détails quantitatifs et qualitatifs précis, références précises) au titre de l'entretien, mise en conformité ou modernisation.
- Le détail des travaux de remise en ordre jugés nécessaires dans le cadre du contrat ou hors contrat.
- Un échéancier prévisionnel tenant compte des ordres de priorité des travaux à réaliser.

Ce rapport sera adressé au représentant ou référent service de chaque établissement dans un délai au maximum de 15 jours à compter de la date de l'intervention (maintenance préventive) ou de la date de rétablissement (maintenance corrective).

Article 16 - Formation du personnel de l'établissement

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations et le matériel et en particulier aux interventions urgentes sur les prises, les unités de détente.

La formation du personnel sera assurée à la mise en service initiale de l'installation.

Par la suite, compte – tenu de la mise en œuvre d'un système de télésurveillance et de télégestion de ses matériels mis en place par le titulaire, ce dernier sera tenu d'éditer un rapport semestriel des actions menées.

Les séances de formation du personnel technique et soignant seront planifiées.

Le planning prévisionnel sera transmis 15 jours après la notification ou au plus tard le 30 avril de chaque année. Ce planning sera considéré comme définitif après acceptation du pouvoir adjudicateur.

Article 17 - Responsabilités et assurances

Le(s) titulaire(s) du (des) marché(s) assume(nt) la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il(s) est (sont) seul(s) responsable(s) des dommages

- Causés directement ou indirectement pendant ses interventions :
 - À son personnel, au personnel de la personne publique ou à des tiers
 - À ses biens, aux biens appartenant à la collectivité publique ou à des tiers
- Causés par la carence des installations imputables à la maintenance et se produisant en dehors de ses interventions

Sont exclus de la responsabilité du (des) titulaire(s), sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci (eux-ci), les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le(s) titulaire(s) n'a, (n'ont) pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du (des) titulaire(s) peut (vent) être dégagée lorsque la preuve établie démontre que le (s) titulaire(s) a (ont) été dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de la personne publique ou de son représentant désigné, ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc....)

NOTA : On entend par intervention perturbatrice, toute action portant directement ou techniquement atteinte au fonctionnement normal de tout élément de l'installation sous contrat.

Article 18 - Protection des locaux

Le titulaire doit protéger les matériaux, les ouvrages exécutés et les équipements déjà installés dans les locaux dans lesquels il intervient.

En cas de détérioration des équipements installés et/ou des locaux du fait du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire réparer ces équipements et/ou ces locaux aux frais et risques du titulaire.

Article 19 - Propreté des locaux

Le titulaire doit assurer, conformément aux préconisations du pouvoir adjudicateur, le nettoyage des équipements et des locaux dans lesquels il intervient.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel autant de fois que nécessaire à une société spécialisée dans le nettoyage dès lors que le titulaire ne maintient pas les équipements et les locaux dans un état de propreté suffisant pendant et après l'exécution des prestations. Les dépenses d'entretien des équipements et des locaux sont, dans ce cas, facturées au titulaire défaillant.